

2019_CT2_109

OBJET : Développement économique et emploi - Interventions économiques - AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention

Le 21 mars 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire au Château Saint-Hilaire à Coudoux, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 15 mars 2019, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ARDHUIN Philippe – AUGÉY Dominique – BALDO Edouard – BARRET Guy – BONTHOUX Odile – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOULAN Michel – BOUVET Jean-Pierre – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – DELAVET Christian – DEVESA Brigitte – DI CARO Sylvaine – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FREGEAC Olivier – GACHON Loïc – GERARD Jacky – HOUEIX Roger – LHEN Hélène – MALAUZAT Irène – MANCEL Joël – MARTIN Régis – MENFI Jeannot – MICHEL Marie-Claude – MONDOLONI Jean-Claude – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROLANDO Christian – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SUSINI Jules – TALASSINOS Luc – TAULAN Francis – ZERKANI-RAYNAL Karima

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTE Sophie donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – AMAROUCHE Annie donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – BACHI Abbassia donne pouvoir à MALAUZAT Irène – CESARI Martine donne pouvoir à FREGEAC Olivier – CORNO Jean-François donne pouvoir à BOUDON Jacques – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – FILIPPI Claude donne pouvoir à BARRET Guy – GOUIRAND Daniel donne pouvoir à HOUEIX Roger – GOURNES Jean-Pascal donne pouvoir à LHEN Hélène – GUINIERI Frédéric donne pouvoir à MANCEL Joël – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – LEGIER Michel donne pouvoir à RAMOND Bernard – LENFANT Gaëlle donne pouvoir à GACHON Loïc – MAILLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud donne pouvoir à CRISTIANI Georges – PAOLI Stéphane donne pouvoir à SUSINI Jules – PELLENC Roger donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse – PIZOT Roger donne pouvoir à GERARD Jacky – SLISSA Monique donne pouvoir à BUCCI Dominique – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : ALBERT Guy – AMEN Mireille – AMIEL Michel – BENKACI Moussa – BOYER Raoul – BURLE Christian – CANAL Jean-Louis – CIOT Jean-David – GALLESE Alexandre – GARELLA Jean-Brice – JOUVE Mireille – LAFON Henri – MERGER Reine – MORBELLI Pascale – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PERRIN Jean-Marc – PRIMO Yveline – PROVITINA-JABET Valérie – ROUVIER Catherine – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – TERME Françoise – YDÉ Marcel

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Philippe de SAINTDO donne lecture du rapport ci-joint.

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Développement économique et emploi
Interventions économiques**

■ Séance du 21 mars 2019

05_2_05

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC -
Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur

■ Séance du 28 Mars 2019

10103

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, elle a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

Présentation du Pôle Optitec :

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, Pôle Optitec réunit près de 220 membres dont 125 entreprises. Parmi les 125 entreprises, on compte 5 grands groupes, 6 ETI et 45 PME, 69 TPE et start-ups. Le Pôle est implanté à l'échelle des Régions Sud et Occitanie.

Dans le souci de répondre au mieux aux besoins des entreprises, le Pôle a identifié six défis majeurs auxquels elles font face et qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement.

Le Pôle Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'actions 2019 du Pôle Optitec couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

1 - Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du Pôle

Optitec a l'ambition de développer son réseau pour atteindre une taille critique plus importante, alignée sur celle des clusters des grandes régions photoniques européennes. Au-delà de l'extension du territoire d'intervention, il s'agit aussi d'élargir le périmètre technologique du Pôle. En effet, les nouveaux défis passent par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes, le traitement et l'analyse des données massives tirées des images produites ou encore la réalité virtuelle et augmentée. Optitec doit ainsi intégrer dans son périmètre technologique une dimension digitale plus marquée. D'ores et déjà, une trentaine d'entreprises adhérentes du Pôle sont identifiées comme offreurs ou intégrateurs de solutions d'IA.

Parallèlement, Optitec s'attachera en 2019 à renforcer la relation de proximité avec son réseau d'adhérents. Les rencontres se feront sous plusieurs formes :

- Participation aux événements organisés par les partenaires du Pôle et les acteurs de l'écosystème territorial.
- Programme événementiel conçu et mis en œuvre par le Pôle, incluant des journées thématiques, associées à des rendez-vous « BtoB », ou des rencontres de proximité de type petit-déjeuner ou « Afterwork ».
- Des rencontres individuelles régulières seront l'occasion pour les chargés d'affaires du Pôle d'approfondir la connaissance des adhérents, d'identifier les attentes, de diagnostiquer les besoins et de proposer des solutions face aux problématiques spécifiques de développement.

La plate-forme mutualisée *Light2Share* a vocation à mettre en relation offreurs et utilisateurs d'équipements technologiques permettant la caractérisation ou le test de produits en cours de

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20190321-2019_CT2_109- DE Date de télétransmission : 03/04/2019 Date de réception préfecture : 03/04/2019 |
|---|

développement. Elle vise donc à accélérer le processus de développement de produits innovants. Les offres présentées sur la plate-forme correspondent à des matériels représentant le plus souvent des investissements importants et non utilisés à 100% de leurs capacités au sein des entreprises qui les détiennent.

Enfin, Optitec est également très engagé dans les partenariats inter-clusters, qu'il s'agisse de conventions de partenariat avec d'autres Pôles de compétitivité ou de collaborations avec les pôles photoniques français ou européens.

2 - Innovation et R&D

L'offre de services du Pôle se structure autour de 4 grands volets d'accompagnements personnalisés :

- Développement de projets innovants : aide à la définition, recherche de partenaires, analyse complète (études de marché, modèles économiques, volets juridiques), soutien au montage du dossier, défense du projet auprès des instances régionales, nationales et européennes, communication adaptée, labellisation du projet.
- Accélération de la croissance de l'entreprise moyennant des accompagnements individuels sur mesure : recherche de financements publics/privés, lancement de produits sur le marché, accès aux nouveaux marchés, développement marketing, RH et management (recrutement, formation).
- Accès aux programmes européens : veille sur les appels à projets, décryptage des cahiers des charges, mise en relation avec des partenaires qualifiés, accès privilégié aux consortia européens.
- Pénétration de nouveaux marchés à l'international : proposition de Salons et de missions à l'étranger où les adhérents bénéficient de tarifs préférentiels, réservation de stands et prise en charge de la logistique, organisation de rendez-vous, préparation de l'argumentaire de prospection.

3 - Europe et International

Le Pôle Optitec propose différents types d'actions pour promouvoir la filière Photonique et Imagerie à l'international :

Optitec accompagne les adhérents aux Salons phares technologiques et applicatifs. La participation aux Salons permet en effet aux adhérents de renforcer leur visibilité auprès de clients potentiels et de favoriser leur développement à l'export. Le Pôle assure la prospection et la promotion des membres et de leurs projets auprès d'écosystèmes d'innovation étrangers, en vue de faciliter des partenariats technologiques.

Pour 2019, Optitec a d'ores et déjà confirmé sa participation à 3 Salons internationaux : Photonics West (San Francisco), Laser World of Photonics (Munich) et Milipol (Paris). Par ailleurs, suite à la mission Singapour qui s'est déroulée en octobre 2018, le Pôle proposera à ses membres une nouvelle mission partenariale dont la destination sera définie au premier semestre 2019. 5 PME y seront associées.

Les partenariats avec les clusters et associations européennes seront poursuivies. Il convient de noter à cet égard que le Pôle Optitec dispose d'un bureau permanent à Bruxelles.

Enfin, le Pôle Optitec pilote plusieurs projets européens, constitués de consortia de 3 à 8 partenaires européens. Les travaux menés et les événements organisés dans ce cadre se poursuivent en 2019.

En matière de communication, des supports spécifiques sont édités pour assurer la promotion du Pôle, de ses membres et du territoire.

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20190321-2019_CT2_109- DE Date de télétransmission : 03/04/2019 Date de réception préfecture : 03/04/2019 |
|---|

4 - Emploi et Formation

Les travaux menés dans le cadre du comité stratégique du Pôle visent à mettre en place à court/moyen terme un plan d'action pour faciliter le recrutement et la formation des personnels sur les métiers en tension, en particulier sur des profils techniciens/ingénieurs.

Une enquête a été menée auprès de 130 entreprises adhérentes du Pôle en septembre 2018, pour disposer d'une connaissance fine, quantitative et qualitative des besoins et pratiques de ses adhérents en matière de recrutement de personnels qualifiés.

Le second volet de cette enquête portait sur la formation continue. Il en ressort un réel dynamisme des entreprises du réseau, puisque dans 67% de cas, le personnel bénéficie de formation continue sur des thématiques techniques. Il s'avère qu'un nombre significatif d'entreprises est disposé à mettre des experts à disposition du Pôle, afin de former des salariés d'autres entreprises sur des thématiques telles que le traitement d'images, l'optronique, l'usinage diamant, la vision industrielle ou encore le design optique.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle Optitec, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 60.000 €, représentant 6,08 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 986.004 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € seront pris en charge sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 15.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Oui le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20190321-2019_CT2_109- DE Date de télétransmission : 03/04/2019 Date de réception préfecture : 03/04/2019 |
|---|

l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée au Pôle Optitec une subvention de 60.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 45.000 € sur le budget Métropole fractionné du Territoire Marseille Provence
- 15.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle Optitec.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Métropolitain Centralisé du Territoire Marseille Provence sur la ligne B370/65/65748/61 qui présente les disponibilités nécessaires.
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Territoire numérique et Innovation
technologique

Gérard BRAMOULLÉ

| |
|---|
| Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20190321-2019_CT2_109- DE Date de télétransmission : 03/04/2019 Date de réception préfecture : 03/04/2019 |
|---|

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20 19

| CHARGES | | PRODUITS | |
|--|-----------------------|--|-----------------------|
| | Montant ¹¹ | | Montant ¹¹ |
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| 60 – Achats | 122 232 | 70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | 147 000 |
| Prestations de services | 106 000 | 73 – Dotation et produits de tarification | |
| Achats matières et fournitures | 14 254 | 74- Subventions d'exploitation ¹² | 733 664 |
| Autres fournitures | 1 978 | État : détailler le(s) ministère(s) sollicité(s) | |
| 61 - Services extérieurs | 37 031 | - FRED/DIRECCTE PACA | 208 000 |
| Locations | 32 680 | Région(s) : PACA | 281 000 |
| Entretien et réparation | | - OCCITANIE | 33 799 |
| Assurance | 1 582 | Département(s) : | |
| Documentation | 2 769 | Total Métropole Aix-Marseille-Provence | 65 000 |
| | | - Métropole | |
| 62 – Autres services extérieurs | 232 612 | - Territoire Marseille-Provence | 50 000 |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 83 097 | - Territoire du Pays d'Aix | 15 000 |
| Publicité, publication | 40 500 | - Territoire du Pays Salonais | |
| Déplacements, missions | 100 314 | - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile | |
| Services bancaires, autres | 8 701 | - Territoire Istres-Ouest Provence | |
| | | - Territoire du Pays de Martigues | |
| 63 – Impôts et taxes | | Communes (détailler) | |
| Impôts et taxes sur rémunérations, | | TPM/NIMES METROPLE/AGGLO MONTPE | 45 865 |
| Autres impôts et taxes | | Organismes sociaux (détailler) : | |
| 64 – Charges de personnel | 594 129 | Fonds européens | |
| Rémunération des personnels | 326 771 | L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA-emplois aidés) | |
| Charges sociales | 267 358 | Autres établissements publics | |
| Autres charges de personnel | | Aides privées | |
| 65 – Autres charges de gestion courante | | 75 – Autres produits de gestion courante | 105 340 |
| | | Dont cotisations, dons manuels ou legs | 105 340 |
| 66 – Charges financières | | 76 – Produits financiers | |
| 67 – Charges exceptionnelles | | 77 – Produits exceptionnels | |
| 68 – Dotation aux amortissements | | 78 – Reprises sur amortissements et provisions | |
| 69 – Impôt sur les bénéfices; Participation des salariés | | 79 – Transfert de charges | |
| CHARGES INDIRECTES | | | |
| Charges fixes de fonctionnement | | | |
| Frais financier | | | |
| Autres | | | |
| TOTAL DES CHARGES | 986 004 | TOTAL DES PRODUITS | 986 004 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹³ | | | |
| 86 – Emplois des contributions volontaires en nature | | 87 – Contributions volontaires en nature | |
| Secours en nature | | Bénévolat | 218 000 |
| Mise à disposition gratuite e biens et prestations | | Prestation en nature | |
| Personnel bénévole | 218 000 | Dons en nature | |
| TOTAL | 1 204 004 | TOTAL | 1 204 004 |

La subvention demandée à la Métropole de 65 000 € représente 6.59 % du total des produits hors contributions volontaires. (montant attribué/total des produits) x 100

Signature du Président

Fait à Marseille

Le 31 octobre 2018

Cachet de l'association

Pôle OPTITEC

¹¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres personnes ou organismes doivent être précises et complètes et être accompagnées de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant le montant et le mode de financement.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou qualitative) sur les contributions volontaires et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

C/o LAM
Accusé de réception en préfecture
N° 18-200054807-20181024-2018-00000000-99-DE, à défaut, qualitative
Date de télétransmission : 03/11/2019
Date de réception : 03/11/2019
Préfecture - 13064269
www.pole-optitec.com

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS N°

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par **Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Vice-président délégué**
dûment habilité à signer la présente convention par
délibération N°ECO xx du Bureau de la Métropole du 28
mars 2019

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

l'Association **POLE OPTITEC**
sise **C/o LAM - Technopôle de Château Gombert**
38, rue Joliot Curie
13388 MARSEILLE Cédex

représentée par **Son Président, Monsieur Gérard BERGINC**

ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'économie.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir, répondre au mieux aux besoins des entreprises, devant faire face à six défis majeurs qu'elle a identifiés, et qui constituent le socle de la phase IV des Pôles de compétitivité :

- identifier de nouveaux marchés,
- produire et commercialiser les produits à une échelle internationale,
- accéder aux projets de R&D européens (en position de partenaire ou de coordinateur),
- développer les technologies en soutien à l'activité économique,
- développer les compétences (à travers la formation notamment) et les ressources (moyennant la mutualisation et les plateformes technologiques),
- financer la R&D et le développement.

Dans cet objectif, Optitec structure son action autour de quatre domaines d'application :

- Sécurité et défense, grands instruments scientifiques : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Sciences du Vivant : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Ville et mobilité intelligentes : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteur, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'action 2019 du Pôle Optitec couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité :

- Développement du réseau et animation de la communauté des membres
- Innovation et R&D
- Europe et International
- Emploi et Formation

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2019.

ARTICLE 2: DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2019 et trouvera son terme au plus au versement du solde de la subvention, le cas échéant.

ARTICLE 3 : INDÉPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités,
- Fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COÛT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel global de l'objectif ou action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.;
- Les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel, etc.).

Conformément à cette annexe, le coût total prévisionnel de l'action, objet de la présente convention, est d'un montant de 986.004 €.

4.2 Participation de la Métropole :

La participation de la Métropole est d'un montant de 60.000 €, soit 6,08 % du coût total prévisionnel.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 45.000 € pris en charge sur le budget Métropole fractionné du CT1
- 15.000 € pris en charge sur l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix

Les crédits seront pris sur les lignes budgétaires de la Métropole présentant les disponibilités nécessaires.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée après signature de la présente convention ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production :
 - d'un compte de résultat final, signé et certifié par le président et le trésorier de l'association.

Ce compte de résultat sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'association. Il prendra en compte les recettes et les dépenses relatives au fonctionnement de l'association.

Accusé de réception en préfecture
le 03/04/2019 à 10h02 à Aix-les-Bains
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

Si ce bilan final fait apparaître un trop-perçu au regard des dépenses totales réalisées et du plan de financement, un titre de perception sera émis à l'encontre de l'association pour le reversement des sommes indûment perçues.

- d'un bilan qualitatif et quantitatif des actions réalisées,
- des derniers bilan et compte de résultat du dernier exercice clôturé certifiés par un commissaire aux comptes ou un expert comptable.

4.4 Ajustement de la subvention

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier précité :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE, SUIVI, ÉVALUATION

5.1 Contrôle :

L'association s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Métropole, de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

L'évaluation porte, en particulier; sur la conformité des résultats à l'objectif mentionné à l'article 1.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être convoquée par la Métropole au plus tard deux mois après la fin de l'opération.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de l'intercommunalité, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

ARTICLE 6 : REDDITION DES COMPTES

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

Conformément à l'article 10 al. 4 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, fournir le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté ministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément à l'article L. 2313-1-1 du CGCT issu de l'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 euros) ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels ;

- communiquer à la Métropole les rapports d'activité de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association ;

- faciliter à tout moment le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Conformément à l'article 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifié par la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 €) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,

- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

A compter du 1er janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 7 : PUBLICITÉ - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

Un volet d'invitations pourra être sollicité par la Métropole qui sera mis à sa disposition sur demande expresse.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RÉSILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITÉ DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue «intuitu personae», l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

Fait à Marseille, le

En application de la délibération
n° ECO xx
du Bureau de la Métropole
du 28 mars 2019

Pour l'Association

Le Président

Monsieur Gérard BERGINC

Pour la Métropole

**Le Vice-Président Délégué
Territoire Numérique, Innovation
Technologique et Systèmes d'Information**

Gérard BRAMOULLÉ

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

| N° GU | Association | Conseil de Territoire | Budget 2019 | Subvention sollicitée | Subvention proposée | Convention d'objectifs oui / non |
|--------------|--------------|---------------------------|-------------|-----------------------|---------------------|-------------------------------------|
| 2019_00562 | Pôle OPTITEC | CT1 Marseille Provence | 986 004 € | 50 000 € | 45 000 € | oui |
| 2019_00563 | Pôle OPTITEC | CT2 Pays d'Aix | 986 004 € | 15 000 € | 15 000 € | oui |
| TOTAL | | | | | 60 000 € | |

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019

OBJET : Développement économique et emploi - Interventions économiques - AVIS - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle OPTITEC - Approbation d'une convention

Vote sur le rapport

| | |
|------------------------------|----|
| Inscrits | 90 |
| Votants | 67 |
| Abstentions | 0 |
| Blancs et nuls | 0 |
| Suffrages exprimés | 67 |
| Majorité absolue | 34 |
| Pour | 67 |
| Contre | 0 |
| Ne prennent pas part au vote | 0 |

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **27 MARS 2019**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20190321-2019_CT2_109-
DE
Date de télétransmission : 03/04/2019
Date de réception préfecture : 03/04/2019